

Guerra secretas au Liban

ANNIE LAURENT
ANTOINE BASBOUS



au Vif du Sujet

GALLIMARD

14,48¹⁷⁴

© *Éditions Gallimard, 1987.*

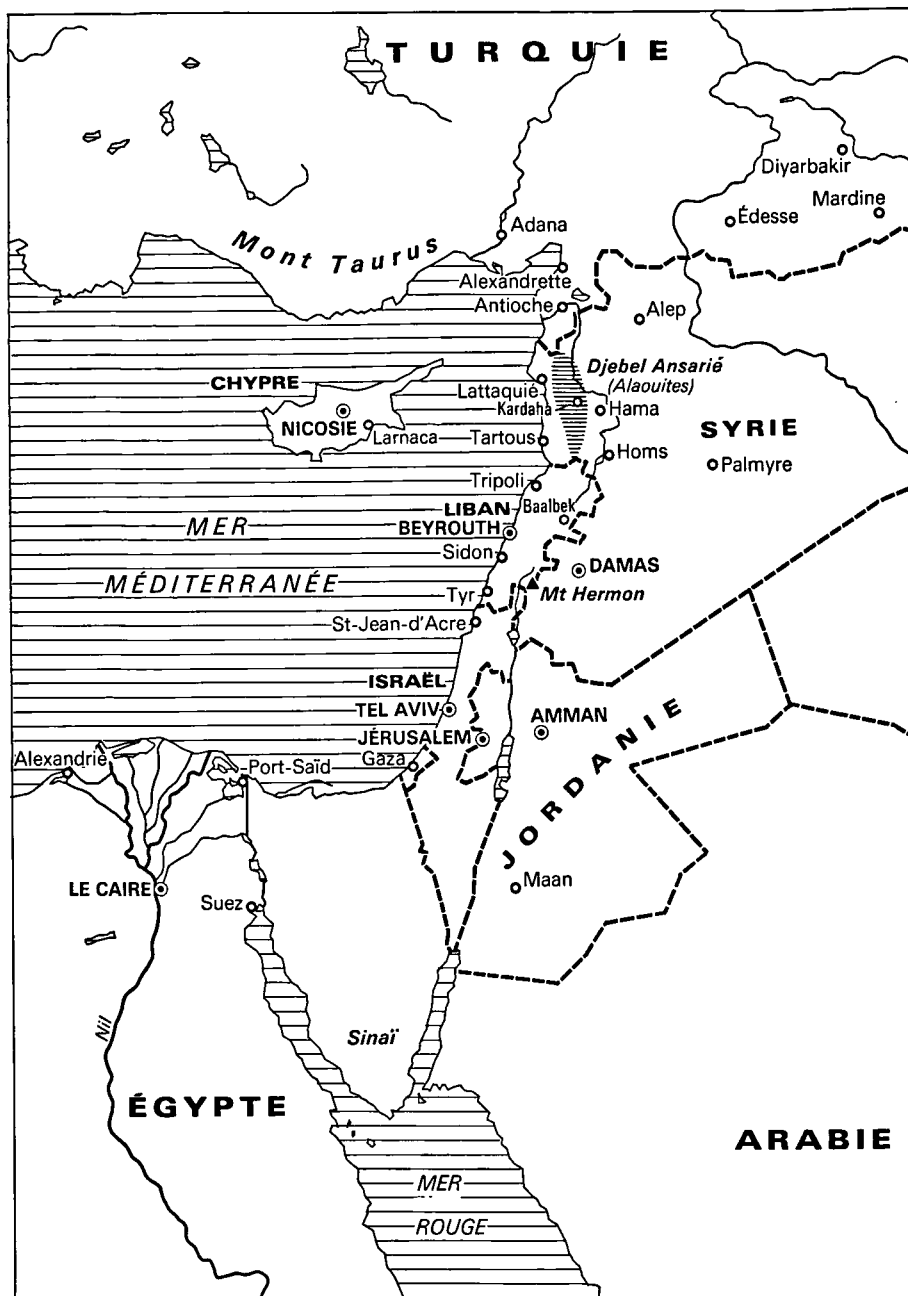
Extrait de la publication

1

*À tous ceux qui ont donné leur vie
ou qui ont souffert pour que le Liban vive.*

Un cèdre sur le Liban,...
Aucun arbre dans le jardin de Dieu
ne lui était comparable en beauté...
Au point que l'enviaient tous les arbres d'Eden...
Des étrangers, les plus redoutables des nations,
l'ont coupé, ils l'ont abattu sur les montagnes...
tous les peuples du pays ont fui son
ombrage et l'ont abandonné...
J'ai ébranlé les nations par le bruit de sa chute,...

(ÉZÉCHIEL, XXXI, 3, 8, 9, 12, 16)



Le Liban et son environnement.



INTRODUCTION

Pris au piège

Un livre de plus sur le Liban ? De fait, la guerre qui, en ce petit pays, n'en finit plus, n'en finit pas non plus de susciter reportages et analyses. Paradoxalement, cette abondance va de pair avec une lassitude croissante, engendrée par la banalisation et la complexité de ce conflit à rebondissements incessants. N'étaient les otages occidentaux enlevés à Beyrouth-Ouest et, de temps à autre, les bombes explosant au cœur de la France ou les détournements d'avions, qui s'intéresserait encore au Liban ?

Pour fuir le terrorisme, Européens et Américains croient bon d'abandonner leurs positions dans ce pays, les unes après les autres. Or, par un effet inverse à celui recherché, le terrorisme les poursuit par-delà les mers. En mars 1986, au moment où il reçut l'ordre de faire évacuer la résidence des Pins, un ancien palais ottoman abritant, depuis 1920, les appartements du représentant de la France, un diplomate français en poste à Beyrouth regrettait l'abandon de cette prestigieuse demeure, symbole entre tous de la présence française au Levant : « *Notre départ ne résoudra rien, nous aurons encore plus de morts* ». La suite devait, hélas ! lui donner raison.

Puisque les Occidentaux se trouvent si tragiquement mêlés à ce conflit dans lequel ils persistent à se vouloir étrangers, n'est-il pas temps pour eux de répondre sans faux-fuyant à cette question fondamentale : comment et pourquoi le Liban pacifique et libéral, vieil ami de l'Occident, est-il devenu le foyer du terrorisme

anti-occidental? En d'autres termes, il est indispensable de connaître les causes pour, si cela est possible, en évaluer les conséquences.

Le Liban ne figure pas, avec Syrie, Libye et Iran, sur la liste des Etats soutenant le terrorisme. L'idée ne viendrait à personne de le rendre responsable de la terreur qui prend sa source sur son territoire et utilise parfois ses citoyens. Lorsqu'on entend les gardiens des vestiges encore debout de l'Etat libanais, on se rend confusément compte que ce pays ne s'appartient plus, que son président, son gouvernement, son parlement, son armée, dépossédés de leurs prérogatives, ne sont plus maîtres chez eux.

Alors d'où vient le mal? D'une fragilité à nulle autre pareille, le Liban, avec sa configuration humaine et sociologique si diversifiée, offrait un terrain idéal aux appétits extérieurs. Ainsi, tour à tour ou simultanément, s'activent sur fond de cèdres, mus par des intérêts et des objectifs parfois obscurs et souvent opposés, les Palestiniens, les Syriens, les Arabes, les Israéliens, les Iraniens, les Français, les Américains, les Soviétiques, etc.

Comment s'y retrouver? Qui veut quoi et qui fait quoi? Il fallait reconstituer le jeu et les mobiles de chacun, le rôle prépondérant incombant, naturellement, aux deux Etats les plus actifs, la Syrie et Israël. Ennemis jurés, ne les voit-on pas quelquefois unir leurs efforts, agir *« comme deux larrons en foire »* pour reprendre la réflexion de l'ancien président Camille Chamoun qui commentait leur attitude trouble et complice dans les événements du Chouf en 1983.

C'est que, malgré certaines apparences, l'Etat oriental n'agit pas nécessairement selon des modalités rationnelles ou réputées telles auxquelles l'Occident est habitué. Survivre à tout prix, tel est là-bas plus qu'ailleurs le mot d'ordre. Voilà pourquoi le cartésianisme y paraîtrait plutôt un luxe, un passe-temps pour démocraties occidentales bien installées. Il était indispensable, pour cette raison, de rechercher les éléments cachés sous-tendant le comportement desdits Etats, eux-mêmes écrans fictifs de réalités plus subtiles.

Or la principale de ces données est le phénomène communau-

taire. Particulièrement actives et échappant totalement, qu'on le veuille ou non, à nos schémas « progressistes », les communautés du Proche-Orient, le plus souvent à base religieuse, connaissent aujourd'hui un nouvel essor qui ne peut se réduire à un banal affrontement confessionnel. La réalité est plus nuancée. Motivés aussi par des considérations sociales et politiques, ces groupes aspirent à s'incarner dans l'Etat ou bien, lorsque cela est impossible, à le concurrencer sinon à le supplanter.

Le ressort communautaire, malgré sa complexité qui en fait l'intérêt, est, croyons-nous, une dimension essentielle de ce livre. Ces groupes réagissent en fonction de caractéristiques historiques, géographiques, psychologiques et de références spirituelles et éthiques qui leur sont propres. Nous nous sommes donc efforcés de définir ces constantes sans la perception desquelles il serait vain d'espérer saisir le comportement des acteurs dans leurs relations mutuelles et avec l'Occident. Sait-on, par exemple, qu'il n'y a pas si longtemps encore les alaouites — la secte au pouvoir à Damas —, qui boutent aujourd'hui la France hors du Liban, l'appelaient, comme les chrétiens de ce Liban, leur « *tendre mère* » ?

En voyant vivre les maronites, les druzes, les chiïtes, les sunnites, les melkites, etc., on constate également avec quelle virtuosité Israël, la Syri, les Palestiniens, les Iraniens savent, pour leur plus grand profit, percevoir et utiliser les mobiles profonds et divergents des « familles » libanaises. Car même s'ils ne sont pas les metteurs en scène, on ne saurait négliger les Libanais puisqu'ils sont si souvent le jouet de projets qui les dépassent, fréquemment dupes de leurs alliances et toujours victimes de leur hospitalité.

Cet ouvrage n'est pourtant pas un nouveau récit de la guerre du Liban, ni un énième tome sur le terrorisme. Notre enquête sur les divers fronts, notre chasse aux témoignages et aux documents inédits, permettent, pensons-nous, de dépasser le folklore et l'apparence ; traquant la réalité au-delà des images médiatiques ressassées, elles invitent à une révision des clichés sempiternellement appliqués au conflit libanais ; elles montrent une guerre et ses enjeux clandestins, ses plans inavoués, ses mensonges diplo-

matiques; elles essaient de faire surgir le sens inapparent des comportements et des paroles inspirés par la *taqiya* (dissimulation), cette restriction mentale de l'Orient proche, propre à certaines minorités; en un mot, elles mettent à nu la guerre du Liban.

I

*L'OLP à l'assaut
du Liban*

Les Palestiniens,
joueurs de cartes sans cartes.

JEAN GENET
(*Un captif amoureux*,
Gallimard, 1986)

Le 1^{er} janvier 1965, date historique ? « Allons bon, que s'est-il passé ce jour-là ? Mais c'était la belle époque ! », vous répondrait n'importe quel Libanais. Eh oui, le Liban se trouve alors au faite de sa gloire. Sa capitale, Beyrouth-la-Cosmopolite, adulée et convoitée, n'est pas seulement la capitale du Liban, c'est surtout la « capitale de la liberté », indispensable aux Arabes comme aux Occidentaux. Ville d'affaires avec son port, le premier du Proche-Orient, son secret bancaire plus sûr qu'en Suisse, ses avocats formés au droit romain et au droit islamique, Beyrouth étale sa prospérité avec une naïve arrogance ; ses quatre universités dont deux particulièrement prestigieuses, la jésuite et l'américaine, attirent les enfants des émirs et des autres.

Car Beyrouth c'est aussi le centre culturel et artistique de tout l'Orient méditerranéen : 60 % de la production littéraire arabe sort de ses presses ; on se bouscule dans le célèbre café Ajami, un endroit unique où, entre deux excellents petits cafés, on peut feuilleter les journaux de toutes les tendances, voir le chef de l'Etat libanais croqué par les caricaturistes les plus féroces. A Beyrouth, on peut lire, parler, écrire sans se cacher. Depuis longtemps, Beyrouth est le berceau ou le terreau des idéologies les plus diverses. Enfin, Beyrouth, c'est le plaisir, la douceur de vivre orientale alliée sans complexe aux derniers raffinements occidentaux. Les princes et magnats arabes, déjà riches mais n'ayant pas encore, pour le bonheur du Liban, appris à se servir de l'arme du

pétrole, y accourent se délecter de fruits défendus chez eux, idées, femmes ou jeux.

Bref, le Liban a apparemment tout pour être heureux. L'alerte de 1958 qui a failli l'emporter dans la tourmente de l'idéal panarabe version Nasser est oubliée. L'autorité de l'Etat restaurée, la mise en œuvre de programmes de développement au profit des régions périphériques, le sage équilibre instauré par le général-président Fouad Chéhab entre les exigences arabe et occidentale, oui, tout permet de croire que la nation libanaise, longtemps divisée sur l'identité du pays, va enfin se tremper, pour peu qu'on lui laisse sa chance.

Mais le ver, invisible, est déjà dans le fruit lorsque ce 1^{er} janvier 1965 Beyrouth s'éveille langoureusement, assoupie par la joie qui, toute la nuit, a salué l'avènement de l'an neuf, porteur des plus belles promesses. Indolente routine ! Quel Libanais aura ce jour-là remarqué dans son journal, noyée au milieu des échos de la fête, une information d'apparence anodine mais si lourde de menaces pour l'avenir de son pays ? En effet, Yasser Arafat, récemment promu par les siens « commandant général des forces d'El-Assifa » (La Tempête) ^{1*} mais encore inconnu, revendique depuis Beyrouth un acte de sabotage perpétré par un commando palestinien contre la station de pompage du kibboutz d'Oum-el-Kotton en Israël.

Ce n'est certes pas un hasard si le Fatah, alors établi au Caire et à Amman, choisit Beyrouth pour annoncer la naissance de « *la révolution armée* (qui) *est la voie de la victoire et du retour en Palestine* »². Le Liban seul, en Orient arabe, permet ce genre d'audace. Cependant, la nouvelle passe pratiquement inaperçue et il ne viendrait à l'idée de personne de faire de ce jour-là une date fatidique. Et pourtant, ce banal communiqué marque le début d'une tragédie qui, une décennie plus tard, aura exproprié les Libanais d'une partie de leur pays, transformé, à son corps

* Les notes sont regroupées par chapitres en fin d'ouvrage, p. 319.

On trouvera p. 351 un glossaire des mots étrangers (arabes, persans et hébreux) et p. 359 un index des noms de personnes cités.

défendant, en principal champ de bataille du conflit israélo-arabe.

Certains l'avaient pressentie depuis longtemps, tel ce père jésuite qui, dès 1949, confiait son inquiétude au futur ambassadeur de France au Liban, Paul-Marc Henry, alors secrétaire de la mission économique des Nations unies pour le Proche-Orient : « *La chose la plus terrible est en train de se produire : les Palestiniens s'installent au Liban* »³. Pourquoi les 142 000 réfugiés de Palestine⁴, accostant sur les plages de Tyr et Sidon pendant la première guerre israélo-arabe, auraient-ils refusé la main charitable que leur tendaient les Libanais ?

C'est auprès des chrétiens, on l'a trop souvent occulté par la suite, qu'ils trouvèrent le meilleur accueil. Le chef de l'Etat, Béchara El-Khoury, alla à leur rencontre, donna des ordres pour qu'ils fussent sans délai nourris, logés et soignés. Dès le 24 avril 1948, le patriarche maronite Antoine Arida lançait un appel à ses « *fidèles, religieux et séculiers* » : « *Il vous incombe à tous, devant cette calamité, d'ouvrir vos maisons et vos couvents pour accueillir les victimes du sort, nos frères et fils de Palestine, et pour alléger les souffrances qu'ils endurent, et nous sommes sûrs que les sentiments fraternels qui vous lient à eux vous pousseront à les consoler et à avoir envers eux le comportement du frère sain envers son frère éprouvé* »⁵.

Plus que quiconque, le Liban s'est fait l'avocat inlassable de la « *cause sacrée* » palestinienne, grâce notamment à la plume de ses écrivains et journalistes, tels Camille Aboussouan, éditorialiste flamboyant de la presse beyrouthine et futur ambassadeur du Liban à l'UNESCO ; René Aggiouri, rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour* ; Michel Chiha, co-auteur de la constitution de 1926 ; le Père maronite Michel Hayek, théologien enflammant les auditeurs de Radio-Liban ; Georges Naccache, écrivain, ministre et ambassadeur ; et tant d'autres. La diplomatie, elle, n'était pas en reste. Le président Khoury protesta auprès du Vatican qui n'avait pas condamné la création d'Israël. Ambassadeur à Londres, Camille Chamoun, futur chef de l'Etat, fit de la légation du Liban la plaque tournante du militantisme arabe en faveur des

Palestiniens. Malgré sa générosité, de quelle ingratitude le Liban ne sera-t-il pas payé en retour !

Très vite, à partir de 1965, le Liban devient, avec la Jordanie, un sanctuaire palestinien, mais les autorités libanaises sont encore en mesure de contenir les activités de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Le 20 juillet 1966, Arafat est arrêté à Marjayoun, dans le Sud, avec douze autres fedaïs porteurs d'armes et de munitions : ils sont entrés clandestinement au Liban — venant de Syrie — et se dirigent vers la frontière israélienne. Conduit à la maison d'arrêt des Sablons à Beyrouth, le chef du Fatah cache sa véritable identité et se présente comme un caporal de l'armée égyptienne. Ayant vécu en Egypte, il sait se servir de son dialecte. Après trois semaines d'emprisonnement, il est libéré grâce à l'intercession de la Syrie auprès du gouvernement libanais. Ce qui n'empêchera pas cette même Syrie d'enfermer deux ans plus tard Arafat et trois de ses compagnons pour insubordination !

Le jeune ministre syrien de la Défense, Hafez El-Assad, ne badine pas avec la discipline. Il n'est pas question de laisser se développer en Syrie un Etat dans l'Etat comme en Jordanie. « *Aucune autre armée que la syrienne n'a droit de cité en territoire syrien* », lance le général Hikmat Chéhabi, chef d'état-major syrien, au colonel Jules Boustany, chef des renseignements de l'armée libanaise, venu s'enquérir des suites données par Damas au projet d'Arafat de créer en Syrie trois brigades du Fatah. Et Chéhabi d'expliquer : « *La Syrie exerce son entière autorité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps. Il suffit de n'importe quel incident dans un camp pour que la police militaire aille arrêter les éléments fedaïs et les emprisonner sans accepter la moindre protestation* »⁶.

De fait, le 4 mai 1969, tandis que ses services encouragent la fronde de l'OLP contre l'Etat libanais, Assad édicte une réglementation extrêmement sévère — le « mémoire Assad » —, plaçant les Palestiniens sous une surveillance permanente⁷. En juillet 1970, les autorités syriennes bloquent dans le port de Lattaquié la trentaine de blindés envoyés par l'Algérie à l'OLP qui livre ses dernières batailles contre le roi Hussein de Jordanie, précipitant

ainsi la défaite des Palestiniens. Hafez El-Assad, « champion de la lutte contre l'ennemi sioniste », ne tolère pas la plus petite attaque contre Israël à partir du territoire syrien. Son mémoire « *interdit formellement d'entrer en territoire occupé (Israël) sans avoir au préalable obtenu une autorisation écrite du ministère de la Défense* ».

En revanche, il incite les miliciens palestiniens à s'implanter au Liban, pays qui présente d'ailleurs plus d'un avantage pour eux : alors que le franchissement du Jourdain est malaisé, la configuration géographique du Liban-Sud, dépourvu d'obstacle naturel, offre un terrain favorable à la guérilla anti-israélienne ; de plus, la vulnérabilité sociologique, le libéralisme et la faiblesse militaire du Liban facilitent une militarisation qui, de surcroît, reçoit l'appui des Arabes.

L'Etat libanais a cru naïvement pouvoir rester à l'écart du conflit israélo-arabe et préserver ainsi son intégrité territoriale en se contentant d'une petite armée de métier — 16 250 hommes en 1975 — performante mais mal équipée. « *La force du Liban réside dans sa faiblesse* », aimait à dire Pierre Gemayel. Imprévoyant comme la plupart des dirigeants libanais, il ne vit pas les avantages offerts par le service militaire obligatoire, seul en mesure de souder la nation face au péril extérieur. Toutefois, le mouvement de jeunesse qu'il fonde en 1936 et qui deviendra en 1952 le Parti démocrate social El-Kataëb — improprement traduit au Liban et à l'étranger par « *Phalanges* »⁸ —, militant pour l'indépendance du Liban et s'opposant à la doctrine pansyrienne du Parti populaire syrien⁹, aura aussi pour vocation la sauvegarde de la communauté chrétienne. Il lui suffit pour cela, en cas de danger, de transformer ses jeunes scouts en milice d'autodéfense, comme il le fera en 1958 puis en 1975. Chez les musulmans, un mouvement semblable, les Najjadés (Renforts), voit également le jour en 1936, créé par le sunnite Adnan El-Hakim. Il sera absorbé par la suite par d'autres formations sunnites.

Le 3 novembre 1969, sous l'égide du président Abdel Gamal Nasser, le général Emile Boustany, commandant en chef de l'armée libanaise, et Yasser Arafat — de son nom de guerre Abou

Guerres Secrètes au Liban

En guerre depuis 1975, le Liban, vieil ami de l'Occident, est devenu malgré lui le foyer du terrorisme anti-occidental. Une guerre civile s'y éternise qui est aussi une guerre entre États; où les communautés libanaises s'allient à des puissances régionales; où les alliances se font et se défont dans des luttes souvent fratricides; où se combattent chiïtes, druzes, chrétiens, alaouites, Palestiniens, Syriens, Israéliens, Iraniens...

De ces affrontements sans fin dépendent non seulement l'avenir d'une région mais aussi l'équilibre mondial. Proche quand les bombes éclatent à Paris ou quand se joue le sort des otages, le drame libanais reste pourtant lointain et mystérieux. Ses enjeux semblent incertains, ses alliances incompréhensibles, l'imbroglio sa seule vérité. C'est pour en finir avec cette apparente opacité qu'Annie Laurent et Antoine Basbous ont traqué les secrets des guerres du Liban.

Durant cinq ans, alliant la rigueur universitaire et l'investigation journalistique, ils ont enquêté sur place mais aussi en Israël, en Syrie, en France et aux États-Unis, accumulant révélations, documents inédits et récits exclusifs. Clair et exhaustif, fertile en rebondissements, leur livre est aussi l'aveu d'une passion : celle du Liban et de sa survie.

Annie Laurent est française et **Antoine Basbous** libanais. Ils sont docteurs d'État en science politique pour leur thèse soutenue à Paris en 1986 sur *Le Liban et son voisinage*.

GALLIMARD

Conception graphique : Jérôme Oudin. D'après photo Demulder/Gamma.



87-III A 70960 ISBN 2-07-070960-4

